



NOU PA LAVÈT A YO

L'éta fwansé, é tout bannélo ay,
pa ka rèspekté sinyati a YO !

Ansanm ansanm nou kay maché si yo

Premyé randévous : Sanmdi 3 oktòb

L'Etat français, le Président du Conseil Général et, le Président du Conseil Régional, de façon concertée ont décidé de ne pas respecter les engagements pris dans le protocole de suspension de conflit du 4 mars 2009 :

- L'accord BINO, instituant une augmentation de salaire de 200 € net pour près de 60 000 salariés du secteur privé, a été détourné par l'Etat de son objectif principal, d'abord en l'appelant RSTA comme s'il s'agissait d'une allocation donnée par bonté d'âme aux « pauvres travailleurs » par l' « Etat généreux », ensuite en limitant le nombre de bénéficiaires et enfin en l'amputant de l'article 5 qui garantissait aux salariés son maintien par l'entreprise à la fin des aides de l'Etat et des Collectivités. **Sa sé koukyanm**

Koukyanm, quand les patrons guadeloupéens de l'UCEG, l'UMPEG, l'OPGSS et de l'UNAPL ont signé l'accord BINO, ils ont misé sur le soutien de l'Etat pour que cet accord soit appliqué dans toutes les entreprises, afin qu'il n'y ait pas de concurrence déloyale basée sur le différentiel de salaire payé à certains salariés. Ils ont également misé sur la baisse des coûts des marchandises, des transports, des carburants pour payer cet accord BINO. **YO KOUYONNÉ YO**

Koukyanm, quand l'Etat refuse de payer sa participation de 100 € à tous les salariés qui perçoivent des primes et indemnités, gagnées et négociées par ailleurs, grâce à leur lutte. Ce tour de passe-passe permet à l'Etat de limiter à seulement 30 000 le nombre de salariés à payer, alors que les patrons et les collectivités en ont payé 60 000.

NOU PA LAVET A YO

An-nou gadé pli lwen :

- **Baisse des prix** : l'autorité de la consommation vient de publier un rapport qui confirme que les importateurs distributeurs (principalement la classe Béké) volent depuis toujours les Guadeloupéens en pratiquant des prix exorbitants. Ils s'offrent une inacceptable rente grâce à leur position de monopole et se garantissent des marges qui représentent 2 à 3 fois celles pratiquées en France. Tout ceci, avec la complicité de l'Etat et des collectivités territoriales qui se sucent en passant, à travers l'octroi de mer et autres taxes.

DÈPI NANNI NANNAN YO KA KOUYONNÉ NOU !

- **Plan d'urgence pour l'Emploi et la Formation : OU VWÈ'Y, OU PA VWÈ'Y!!!** L'Etat s'est engagé à financer un plan d'urgence pour la formation professionnelle et l'insertion en faveur de 8.000 jeunes en difficulté. Six mois plus tard, **RIEN N'A ETE FAIT !!!** Dans le même temps, le chômage des jeunes augmente (60 % des jeunes sont au chômage), la violence et la délinquance se banalisent sur l'ensemble du territoire avec comme seule réponse des autorités, la répression et le mépris des jeunes!
- **Essence** : l'Etat vient de subventionner à hauteur de 44 millions € les compagnies pétrolières et principalement TOTAL, entreprise qui a déclaré près de 14 milliards d'Euros de bénéfice pour l'année 2008. Il veut en plus augmenter le prix des carburants à la pompe pour soi-disant combler les pertes de la SARA. C'est un scandale, c'est une provocation, notamment pour les petites entreprises de Guadeloupe et **tou lé maléré** qui sont aujourd'hui **pèkli anba dèt**.

Tous les rapports rédigés par les propres services de l'Etat et la Mission Parlementaire considèrent que le mode de fixation et la structure des prix sont générateurs de **PWOFITASYON** au détriment du consommateur Gwadeloupéen. Les articles 29, 30, 31 et 32 du protocole d'accord signé avec le LKP, le 04 mars dernier, prévoient une remise à plat de ce mode de fixation du prix de l'essence **AVANT TOUTE**

AUGMENTATION et la répercussion de la suppression de certaines taxes indûment perçues par la SARA pour une baisse des prix du carburant. Enfin, l'article 90 du même protocole prévoit de reverser dans un fonds pour la Formation et l'Emploi des Jeunes, les sommes injustement perçues par la SARA.

FO YO WOU MÈT NOU TOUT LAJAN, LASARA TÉ JA VOLÉ GWADLOUPÉYEN , TONNÈ !!!

- **Comité de suivi du protocole du 04 mars 2009 : KI PRÉFÉ, KI JILO, KI LUREL SABOTÉ KOMITÉ SUIVI-LA É TCHOUYÉ NÉGOSIYASYON ANLÈ RESTAN A SÉ 126 PWEN A PLATFÒWM-LA !!!** Il s'agit d'un véritable complot contre le peuple Gwadeloupéen et une volonté délibérée de remettre en cause la légitimité du LKP !
- **Education** : le recteur de l'académie va jusqu'à renier les engagements de l'Etat dans le domaine de l'éducation au motif que l'Education Nationale ne serait pas sous l'autorité du Préfet !

**LKP KA DÉKLARÉ : NOU PÉKÉ JANMEN BÉSÉ TÈT DOUVAN YO !
TRAVAYÈ E PÈP GWADLOUP, AN NOU WOU PWAN DOUBOUT AN NOU !
NOU PÉKÉ ASEPTÉ PON OGMANTASYON A ÉSANS !**

AN MENM BALAN-LA, NOU KA MANDÉ :

- Le respect et l'application de l'Accord BINO, conformément aux dispositions de l'accord interprofessionnel du 26 février 2009 ;
- la mise en place du Plan d'urgence pour l'Emploi, l'Insertion et la Formation Professionnelle des jeunes ;
- la revalorisation des minimas sociaux et de l'Allocation pour les personnes handicapées ;
- le respect des accords signés sur la baisse des prix ;
- la titularisation des personnes en contrats aidés ;
- La condamnation de l'Etat Français et des Békés pour l'empoisonnement à la CHLORDECONE et l'indemnisation de toutes les victimes ;
- l'indemnisation des agriculteurs ;
- l'arrêt immédiat de toute répression anti-syndicale dans les entreprises et administrations et l'arrêt de toute poursuite judiciaire contre les militants et les jeunes pour cause de participation à la mobilisation.
- Le règlement de tous les conflits en cours (ASFO, Texaco La boucan, Agents de sécurité au Pays de la Canne, Agents de sécurité de l'hippodrome).
- La reprise des négociations sur les revendications du LKP

**TRAVAYÈ é PÈP GWADLOUP,
ANNOU KONTINYÉ BARÉ VAN A PWOFITASYON !
LA GWADLOUP SÉ TAN NOU ! LA GWADLOUP SÉ PA TA YO !**

TOUT MOUN, JENN KON VYÉ, AVÒTÉ KON MATRITÉ, ANNOU PRAN LARI-LA :

**SANMDI 3 OKTÒB
Sanblé a 9H00 douvan Mityalité Lapwent**